Le présent document complète le livret de *practicePRO* intitulé « *managing the finances of your practice* ». Il passe en revue les mesures que vous pouvez prendre pour mieux gérer les finances de votre pratique. Il est disponible à www.practicepro.ca/financesbooklet.

***Le présent document devrait être adapté à votre pratique et***

***à l’affaire pour laquelle il est utilisé. Voir la remarque ci-dessous.***

(Nom du cabinet, adresse, numéro de téléphone, courriel)

(date)

(nom du client)

(adresse du client)

Madame / Monsieur **[nom du/de la client(e)] :**

**Objet : [description de l’affaire]**

**Partie 1 : Nos services**

**Services juridiques visés par la présente entente**

Vous m’avez demandé de vous fournir des services juridiques relativement à **[description]**. J’accepte de fournir ces services sur réception d’une copie signée et datée du présent contrat. Je serai alors votre avocat(e) pendant tout le processus judiciaire, y compris le procès, s’il y a lieu.

Les services juridiques suivants pourraient être requis, si vous me donnez pour instruction d’aller de l’avant : **[à modifier au besoin]**

1. tenter de négocier un règlement;

2. introduire une instance visant à obtenir le partage des biens familiaux, une prestation alimentaire et la garde des enfants;

3. contester une instance visant à obtenir le partage des biens familiaux, une prestation alimentaire et la garde des enfants;

4. présenter une requête au tribunal pour obtenir une ordonnance de non-communication, une prestation alimentaire provisoire, la garde provisoire des enfants et la possession des biens;

5. obtenir de votre conjoint(e) la divulgation de renseignements financiers;

6. se préparer en vue d’un interrogatoire préalable, y assister et y procéder;

7. préparer un accord de séparation;

8. se préparer en vue du procès et y comparaître;

9. obtenir un divorce;

10. obtenir jugement, faire établir la version définitive de l’ordonnance et faire respecter l’ordonnance rendue par le tribunal.

**[Il se peut que les services décrits ci-dessus ne soient pas tous requis.]**

Vous n’avez pas retenu nos services à ce moment-ci pour que nous vous représentions de manière générale ou relativement à une autre affaire. Nous n’exécuterons pas les services suivants :

d) **[décrire le service]**

e) **[décrire le service**

f) **[décrire le service]**

**[Facultatif]** Le résultat que vous souhaitez obtenir et le délai prévu pour la résolution de cette affaire sont les suivants :

**[décrire]**

**[Facultatif]**

Nous travaillerons avec vous afin d’atteindre le résultat que vous souhaitez obtenir. Cependant, toutes les actions en justice comportent de nombreuses variables, comme la conduite et le souvenir des témoins, l’accessibilité des documents et autres éléments de preuve à l’appui des allégations et les éléments de preuve présentés par l’autre partie – lesquelles variables ont toutes une influence sur la décision du juge ou du jury. En conséquence, nous ne pouvons garantir que le résultat que vous recherchez sera effectivement atteint. Afin de nous aider à maximiser vos chances à cet égard, vous devrez vous conformer aux conditions décrites dans la présente lettre.

Je vous tiendrai au courant des questions qui surviennent et discuterai avec vous de toute décision importante que vous devrez prendre. Je vous donnerai mes meilleurs conseils juridiques, mais vous prendrez les décisions finales. Les décisions importantes pourraient nécessiter votre consentement écrit.

**Durée**

Des années peuvent s’écouler avant qu’une affaire en droit de la famille ne soit réglée par suite d’un procès ou d’une entente. Sa durée dépend notamment de ce qui suit : la franchise et la coopération de votre conjoint(e) lors de la divulgation de renseignements et la production de documents, la nécessité d’évaluer des biens, des entreprises et des pensions, la nécessité de présenter des requêtes provisoires au tribunal, le nombre de documents en jeu, le degré d’hostilité entre votre conjoint(e) et vous, l’attente pour obtenir une date de comparution (et la possibilité que le tribunal soit surchargé et que l’instruction de votre cause soit reportée à une date ultérieure), ainsi que la disponibilité de l’avocat de votre conjoint(e). Selon la cause du retard, il se peut que je ne puisse guère vous aider à obtenir un règlement rapide de vos questions juridiques.

Je vous tiendrai pleinement au courant de tous les événements au fur et à mesure qu’ils surviendront dans votre dossier, mais il pourrait y avoir des retards inévitables. Je ferai de mon mieux pour minimiser ce problème.

**Votre rôle en tant que client(e)**

Vous comprenez qu’il est important que vous m’indiquiez tous les faits et que vous soyez complètement honnête avec moi. Je ne peux faire le meilleur travail possible que si j’ai votre confiance et que je suis pleinement informé(e).

En particulier, je vous demanderais de me donner tous les renseignements que vous possédez ou auxquels vous avez accès et qui pourraient m’être utiles dans le cadre de votre dossier. À cet égard, je joins aux présentes deux copies du formulaire d’état financier; j’aimerais que vous le remplissiez au mieux de vos connaissances et que vous m’en retourniez une copie.

J’aurai aussi besoin de copies de vos trois dernières déclarations de revenus, de copies de trois bordereaux de paie (ou états des prestations d’assurance-emploi) récents, ainsi que de votre plus récent avis d’évaluation foncière, si vous ou votre conjoint(e) êtes en tout ou en partie propriétaires de biens immeubles.

En cas de changement de votre situation financière ou de celle de votre conjoint(e), ou en cas de changement concernant vos biens ou ceux de votre conjoint(e), veuillez m’en informer immédiatement.

Si vos problèmes conjugaux comprennent des problèmes de harcèlement ou de mauvais traitements de la part de votre conjoint(e), veuillez tenir un bilan écrit quotidien de ces problèmes et m’en fournir une copie tous les mois.

**Représentation unique**

Nous représenterons seulement vous dans cette affaire. Notre représentation de vous ne comprend pas la représentation des personnes ou des entités apparentées, tels que les personnes ou entités qui sont actionnaires, administrateurs ou dirigeants d'une société, sa société mère, filiales ou sociétés affiliées; associés d'une société ou une coentreprise; ou membres d'une association commerciale ou autre organisation. En agissant pour vous, nous n'agissons pas pour ou prenant aucunes responsabilités, obligations ou de devoirs à ces personnes ou entités apparentées et aucune relation avocat-client ou d'autre relation fiduciaire existe entre nous et ces personnes ou entités apparentées.

**[Clients multiples – facultatif]**

**Représentation de plusieurs clients ayant apparemment le même intérêt**

Comme vous le savez, la présente affaire concerne également la/les [partie(s)] suivante(s), et cette/ces partie(s) et vous-même nous avez demandé de représenter chacun(e) de vous :

**[nom]**

**[nom]**

Nous avons discuté avec vous des principes que nous devons appliquer, notamment la loyauté sans partage et le caractère non confidentiel des renseignements reçus de l’un(e) de vous dans le cadre de la représentation globale. Si nous recevons de l’un(e) de vous des renseignements accompagnés d’une directive nous obligeant à en préserver le caractère confidentiel, nous devrons cesser de représenter chacun(e) de vous.

Nous avons discuté de ces questions vous et moi et avons conclu que, du moins à l’heure actuelle, vos intérêts personnels dans l’affaire visée par le présent mandat sont tous les mêmes. Les aspects au sujet desquels ces intérêts pourraient être différents à l’avenir sont les suivants :

**[décrire]**

Si nous acceptons de représenter l’un(e) de vous dans une affaire distincte de celle dont il est question dans le présent mandat, que nous recevons dans le cadre de cette autre affaire des renseignements confidentiels qui sont pertinents au regard de l’affaire visée par le présent mandat et que le client dans cette affaire distincte souhaite que les renseignements en question demeurent confidentiels,

**[L’avocat(e) devra choisir l’option (i) ou (ii) qui suit au moment de rédiger la lettre]**

(i) Les renseignements ne devront pas être communiqués à l’autre partie intéressée dans l’affaire visée par le présent mandat. Cela signifie que nous devrons mettre fin à notre mandat de représentation commune.

ou

(ii) Les renseignements devront être communiqués à chacun(e) de vous que le présent mandat concerne et nous pourrons continuer à représenter conjointement chacun(e) de vous.

Il est possible que surviennent d’autres conflits qui ne peuvent être prévus à l’heure actuelle. Il y a conflit d’intérêts lorsque la meilleure solution pour un de nos clients n’est pas la meilleure pour un autre client de notre cabinet ou qu’elle cause un préjudice à celui-ci. À l’heure actuelle, nous pouvons représenter chacun(e) de vous. Cependant, si un conflit se manifeste plus tard, nous confirmerons auprès de chacun(e) de vous vos instructions visant à tenter de le résoudre. Si le conflit ne peut être résolu en temps opportun ou qu’aucun règlement n’est possible, ou encore si nos efforts visant à résoudre le conflit sont susceptibles d’engendrer des préoccupations d’ordre éthique pour nous, nous devrons cesser de représenter chacun(e) de vous.

**[s’il y a lieu]** Si un conflit survient entre vous et qu’il n’est pas résolu, nous cesserons de représenter [nom1], mais nous continuerons à représenter [nom2]. Nous confirmons que [nom2] est un(e) client(e) récurrent(e) de notre cabinet et qu’il/elle est régulièrement représenté(e) par des avocats de celui-ci dans différentes affaires. Nous vous demandons de consentir à cette solution possible si nous commençons à représenter chacun(e) de vous.

Nos factures seront envoyées à chacun(e) de vous, et chaque client sera redevable de la totalité du montant. Vous devrez déterminer entre vous le mode de répartition de nos factures.

**Services juridiques non visés par le présent contrat**

S’il y a procès et que vous ou votre conjoint(e) êtes insatisfait(e) de la décision du tribunal, vous ou votre conjoint(e) pouvez interjeter appel de cette décision, afin qu’un tribunal supérieur la modifie. Je vous donnerai mon avis sur l’issue probable de l’appel. Cependant, le présent contrat ne vise pas le travail que nécessiterait l’appel. Si vous vouliez que je sois votre avocat(e) dans le cadre de l’appel, je vous demanderais de signer un autre contrat visant ces nouveaux services juridiques et honoraires.

Je n’ai pas convenu de vous donner des conseils juridiques ou de vous fournir des services juridiques se rapportant à une autre question.

**[OU, énoncé facultatif si un autre travail juridique a été abordé]** En particulier, bien que vous m’ayez dit que **[décrire la cause d’action, par exemple, « vous avez été licencié(e) »]**, vous ne m’avez pas demandé d’intenter une action en justice à cet égard.

**Partie 2 : Honoraires, dépenses et accords de facturation**

**Nos honoraires**

En règle générale, mes honoraires seront fondés sur un taux horaire et dépendront du temps réel consacré à votre dossier. Je serai l’avocat(e) principal(e) chargé(e) de votre dossier; cependant, de temps à autre, d’autres personnes dans mon bureau pourraient effectuer une partie du travail. Certaines parties du travail pourraient nécessiter un avocat chevronné, tandis que d’autres peuvent être effectuées tout aussi bien par un avocat junior.

Par ailleurs, mon/ma parajuriste possède les qualifications nécessaires pour fournir plusieurs services à moindre coût, comme la collecte de renseignements et la préparation de documents courants. Le/la parajuriste travaille sous la supervision d’un avocat, mais ne peut donner de conseils juridiques. Mon/ma parajuriste est **[nom]**.

Les services juridiques facturables comprennent la préparation de la correspondance et les réponses à la correspondance, tous les appels téléphoniques et les rencontres au bureau, les interrogatoires préalables, les négociations, la préparation de documents et la préparation en vue du procès.

Les taux horaires de mon cabinet sont les suivants :

Mon taux **[montant] $** l’heure

Taux **[d’un avocat principal]** **[montant] $** l’heure

Taux **[d’un avocat junior]** **[montant] $** l’heure

Taux **[d’un parajuriste]** **[montant] $** l’heure

S’il y a procès, mes services seront facturés au taux de **[montant] $** par jour; ce taux ne comprend pas la préparation du procès. Si votre cause nécessite qu’un avocat junior m’accompagne au tribunal, les services de cet avocat seront facturés au taux de **[montant] $** par jour.

Je vous aviserai au moins trois mois à l’avance de toute augmentation des honoraires de mon cabinet.

**Frais juridiques (aussi appelés débours)**

En plus de mes honoraires, vous convenez de payer toutes les dépenses, même si je ne peux régler toutes vos questions relevant du droit de la famille ou si nous perdons le procès.

*Dépenses mineures*

Je vous facturerai les dépenses courantes mineures (aussi appelées débours) que je dois payer. Ces dépenses comprennent notamment les frais d’interurbain, les frais de photocopie, les coûts engagés pour livrer des documents au tribunal ou à l’avocat(e) de votre conjoint(e), les frais de télécopie, les droits de dépôt exigés par le tribunal, ainsi que le coût des recherches nécessaires effectuées au bureau d’enregistrement, dans le registre d’une compagnie, ou ailleurs.

La présente lettre m’autorise à payer, sur l’acompte que vous m’avez versé, toutes les dépenses mineures qui s’avèrent nécessaires de temps à autre (voir ci-dessous pour de plus amples renseignements sur les acomptes).

*Dépenses majeures*

Dans le cadre de votre dossier, il se peut que je doive retenir les services d’autres personnes, comme des sténographes judiciaires, des témoins experts, des comptables et des évaluateurs de biens. Si tel est le cas, j’en discuterai au préalable avec vous. Vous serez responsable du paiement de leurs services, soit directement, soit au moyen des sommes que vous me verserez à titre d’acompte de temps à autre.

**Dépens**

Si nous parvenons à régler votre réclamation avec succès ou si nous gagnons le procès, nous demanderons à votre conjoint(e) une somme appelée « dépens ». Si nous les obtenons, ces dépens seront affectés à la réduction des honoraires que vous nous devez encore ou vous seront envoyés si vous avez réglé nos comptes intégralement. Si nous ne parvenons pas à régler votre réclamation avec succès ou si nous ne gagnons pas le procès, votre conjoint(e) pourrait demander des dépens contre vous. Vous seriez alors tenu(e) de payer les dépens accordés à votre conjoint(e).

**TPS**

En sus de nos honoraires d’avocat et dépenses, vous convenez aussi de payer la taxe sur les produits et services (TPS) que nous devons percevoir.

**Accords de facturation**

*Acompte*

**[Option 1]** Avant que je ne commence à travailler sur votre dossier, vous convenez de me verser un dépôt de **[montant] $**, appelé « acompte ». Je conserverai cet acompte dans mon compte en fiducie général (où je conserve l’argent de mes clients) pour vous jusqu’à ce que je vous envoie ma première facture. À ce moment-là, je transférerai une somme de votre acompte aux fins du règlement de cette facture. Une fois l’acompte épuisé, il se peut que je vous demande de me verser un autre acompte. Une fois votre dossier clos, je vous rembourserai toute somme qui reste dans votre acompte, après déduction des factures impayées ou finales, de la TPS et des dépenses impayées.

**[Option 2]** Je reconnais que vous n’êtes pas en mesure de me verser un acompte initial maintenant ni de payer vos comptes de temps à autre, mais que vous devez plutôt attendre d’avoir obtenu un règlement ou un jugement quant aux biens. Cependant, je vous enverrai un compte des honoraires et dépenses comme si vous étiez en mesure de payer et je vous facturerai des intérêts de la manière indiquée ci-dessous.

Vous devrez me verser un acompte de **[montant] $** qui couvrira la TPS que nous percevrons sur chacun de vos comptes et que nous devons verser au gouvernement. Une fois l’acompte épuisé, il se peut que je vous demande de me verser un autre acompte. Si votre situation financière change et que vous êtes capable de payer vos comptes lorsqu’ils deviennent exigibles, veuillez le faire sans tarder. Une fois votre dossier clos, je vous rembourserai toute somme qui reste dans votre acompte, après déduction des factures impayées ou finales, de la TPS et des dépenses impayées.

Si vous obtenez un intérêt sur des biens, je vous demanderai de garantir le paiement de nos comptes en consentant une hypothèque au cabinet. Vous devrez demander les conseils d’un autre avocat avant de signer l’hypothèque.

**[Option 3]** Je reconnais que vous n’êtes pas en mesure de payer vos comptes prévus au fur et à mesure qu’ils sont présentés. Cependant, vous me verserez un acompte initial de **[montant] $** et me remettrez 12 chèques postdatés d’un montant de **[montant] $**. Je vous enverrai des factures périodiques et vous facturerai les intérêts décrits ci-dessous sur tout montant impayé. Si votre situation financière change et que vous êtes capable de payer vos comptes intégralement lorsqu’ils deviennent exigibles, vous le ferez sans tarder. Tous les fonds reçus seront affectés d’abord au paiement de la TPS et ensuite au règlement de votre compte. Une fois votre dossier clos, je vous rembourserai toute somme qui reste de votre acompte, après déduction des factures impayées ou finales, de la TPS et des dépenses impayées.

*Factures périodiques*

Je vous facturerai mes services et les dépenses mineures de temps à autre, au fur et à mesure que le travail avance. Mes factures décriront en détail le travail effectué et les dépenses que j’aurai payées.

Je vous demanderai habituellement de payer les dépenses majeures (par exemple, pour engager des témoins experts) à l’avance, ou je prendrai des dispositions pour que la facture vous soit envoyée directement afin que vous puissiez la régler.

Veuillez payer mes factures dans un délai de 30 jours. Si vous êtes incapable de payer mes factures à temps et que vous n’avez pas conclu d’entente préalable à cet égard avec moi, veuillez en discuter avec moi sans tarder.

*Intérêts*

Je vous facturerai des intérêts au taux de **[un]** pour cent par mois (**[12]**pour cent par année) sur le solde de toute facture qui demeure impayé pendant plus de 30 jours. Je vous aviserai à l’avance de toute modification du taux d’intérêt.

*Déduction d’un règlement ou d’un jugement*

Vous convenez que toute somme provenant d’un règlement ou d’un jugement, y compris les dépens, me sera versée directement en fiducie. Je déduirai ensuite les factures impayées ou finales, la TPS et les dépenses impayées, et je vous remettrai le solde.

**Partie 3 : Nos rapports**

**Appels téléphoniques**

Je tenterai de vous rappeler ou de répondre à vos lettres aussitôt que possible, mais je ne serai pas toujours en mesure de le faire le jour même où vous aurez laissé un message. Je suis principalement un(e) avocat(e) plaidant(e) et je suis souvent devant les tribunaux. Lorsque je représente un client devant les tribunaux, je lui consacre mon temps pendant cette période, et ma capacité de rappeler d’autres clients ou de répondre à leurs lettres est limitée. Lorsque votre tour viendra d’aller en justice (s’il le faut), mon temps vous sera consacré ainsi qu’à votre cause.

Je tiens à vous rappeler que je vous facturerai tous les appels téléphoniques et toutes les réunions, y compris tout le temps nécessaire pour préparer les conversations et les documenter par la suite. Afin de maximiser la valeur des services que vous payez, je tenterai d’être aussi efficace que possible. J’espère que, de votre côté, vous limiterez la durée de nos conversations et n’aborderez que les sujets nécessaires pour régler vos problèmes familiaux.

Si vous avez des questions ou devez me fournir des renseignements supplémentaires, je vous propose de m’écrire ou, si je ne suis pas disponible, de vous adresser à mon/ma parajuriste, **[nom]**, qui pourrait être en mesure de vous aider ou me transmettre un message détaillé.

**Résiliation de la relation**

*Par vous*

Vous êtes libre de mettre fin à mes services avant la fin de votre cause en m’écrivant une lettre ou une note à cet effet. Si vous le faites, vous convenez de payer mes honoraires et dépenses accumulés jusqu’à la date de fin des services. Je vous demanderai aussi de signer un formulaire du tribunal indiquant à celui-ci que je ne vous représente plus.

*Par moi*

Pourvu que nous continuions à nous conformer à des normes de conduite professionnelle appropriées, nous nous réservons le droit de mettre fin à nos services pour des raisons valables, dont la liste non exhaustive comprend :

a) lorsque vous ne collaborez pas avec nous relativement à une demande raisonnable;

b) lorsqu’il serait difficile en pratique ou contraire à l’éthique de continuer à vous représenter;

c) lorsque notre acompte n’a pas été versé;

d) lorsque vous ne payez pas nos factures lors de leur transmission.

Si vous résiliez nos services ou que nous y mettons fin, vous devrez payer uniquement nos honoraires et nos frais accumulés jusqu’à la date à laquelle nous aurons cessé de vous représenter.

**Confidentialité**

En tant que votre avocat(e), je dois partager des renseignements pertinents au sujet de votre cause avec l’avocat de votre conjoint(e) et le tribunal. Cependant, sauf si je dois partager de tels renseignements dans le cadre de mon travail, j’assurerai la confidentialité de tous les renseignements que vous me fournirez.

Vous confirmez que la communication par ce qui suit est confidentielle et vous donner votre consentement à que moi/notre cabinet vous contacte à :

**[Adresse du client]**

**[Numéro de téléphone du client à la maison]**

**[Numéro de téléphone cellulaire du client]**

**[Courriel du client]**

**Aucune garantie de succès**

Je ferai de mon mieux pour vous représenter et vous donner les meilleurs conseils juridiques. Cependant, vous comprenez que je ne peux garantir le règlement fructueux de vos problèmes familiaux. Rappelez-vous que les questions en jeu comportent des risques et des incertitudes sur le plan du droit, des faits et de la preuve.

**Partie 4 : Examen du présent contrat**

Dans les 90 jours de la signature du présent contrat, ou après la fin de notre relation, vous avez le droit de demander au tribunal d’examiner le présent contrat afin de déterminer s’il est injuste ou déraisonnable. Vous avez un tel droit même si vous avez payé mes honoraires d’avocat ou dépenses.

Je vous invite aussi à demander à un autre avocat d’examiner le présent contrat, si vous le voulez, pour vous assurer qu’il est juste et raisonnable.

**Partie 5 : Signature du présent contrat**

Le présent contrat constitue l’intégralité de l’entente intervenue entre nous en ce qui concerne notre relation l’un(e) avec l’autre et mes honoraires et dépenses. Il ne sera pas modifié, sauf si vous et moi convenons d’une modification et la signons. Il liera juridiquement toute personne – tels les héritiers ou représentants légaux – qui vous remplace ou me replace, mais il ne lie pas juridiquement d’autres avocats qui pourraient ultérieurement vous représenter si vous décidez de mettre fin à notre relation.

Si vous acceptez les conditions qui précèdent, veuillez **signer la copie ci-jointe** de la présente lettre **dans l'espace prévu et retourner un exemplaire pour nous**, ainsi qu'un acompte au montant de **[montant] $**, dans l'enveloppe-réponse ci-jointe. Si vous ne souhaitez pas que nous vous représentions dans l'affaire visée aux présentes, veuillez nous informer sans délai de cette décision.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Signature de l’avocat(e) Date

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Signature du/de la client(e) Date

REMARQUE ET AVIS DE NON-RESPONSABILITÉ : LAWPRO vous fournit des modèles de mandat de représentation en justice pour que vous les examiniez et les utilisiez au moment de rédiger vos propres documents. Ils ne doivent PAS être utilisés « tels quels ». Leur pertinence dépendra de certains facteurs, tels que l’état actuel du droit et des pratiques dans chaque domaine du droit, votre style d’écriture, vos besoins, ainsi que les besoins et préférences de vos clients. Il se peut que vous ayez à modifier ces modèles pour tenir compte du droit et des pratiques en vigueur. Ces documents n’établissent pas, ne rapportent pas, ni ne créer la norme de soin pour les avocats. Le contenu n’est pas une analyse complète d’aucun des sujets abordés, et les lecteurs devraient effectuer leur propre recherche juridique appropriée.

Les lettres de mandat ou les mandats de représentation en justice devraient indiquer ce qui suit :

• l’identité de l’avocat et du client;

• la portée des services (votre travail sera-t-il limité d’une manière ou d’une autre?);

• les obligations du client;

• la délégation du travail;

• la chronologie prévue;

• l’entente sur les honoraires;

• le format de facturation;

• les changements de taux;

• le retrait ou la fin des services;

• les conflits d’intérêts.

Le présent document a été initialement rédigé par la Law Society of British Columbia et est reproduit avec sa permission. LAWPRO exprime toute sa reconnaissance à la Law Society of British Columbia pour son travail de rédaction.

LAWPRO remercie Jurisource.ca pour sa contribution à la traduction de ce document.